Jakob Skovgaard-Petersen, *Defining Islam for the Egyptian State*

Baudouin Dupret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1554>

DOI : 10.4000/ema.1554

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1998

Pagination : 287-289

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Baudouin Dupret, « Jakob Skovgaard-Petersen, *Defining Islam for the Egyptian State* », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 34 | 1998, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1554>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Jakob Skovgaard-Petersen, *Defining Islam for the Egyptian State*

Baudouin Dupret

RÉFÉRENCE

Jakob Skovgaard-Petersen, *Defining Islam for the Egyptian State. Muftis and Fatwâs of the Dâr al-Iftâ*, Leiden-New York-Köln, Brill, 1997

- 1 Le livre de Jakob Skovgaard-Petersen constitue un précieux complément à l'étude du rôle du droit, des juristes et de la justice dans la définition de l'islam en Egypte contemporaine. Par définition, l'institution de l'*iftâ* est d'ordre consultatif et non judiciaire. Ceci n'empêche pas les différents niveaux du pouvoir judiciaire de recourir fréquemment à la possibilité qui leur est offerte de jouir d'un consultant attitré. On pense ainsi à une *fatwâ* récemment rendue sur le droit de la femme étrangère à assurer la garde des enfants qu'elle a eus d'un père égyptien. L'auteur nous livre une première étude fouillée d'une institution qui n'avait joui jusqu'à présent que d'un traitement parcellaire. Il se situe par ailleurs dans le cadre d'un renouveau de l'intérêt porté à la *fatwâ* et à son auteur, le mufti. On citera ici le livre collectif dirigé par Khalid M. Masud, Brinkley Messick et David Powers, *Islamic Legal Interpretation* (Cambridge, 1996).
- 2 L'intérêt de l'ouvrage est d'abord historique. L'auteur entreprend en effet de faire une présentation détaillée de la formation (1895-1928) puis des périodes successives de la consultation institutionnalisée, qu'elle soit le fait du Dâr al-Iftâ ou d'al-Azhar. Il s'intéresse particulièrement à ce qu'il appelle « les années d'éclipse » (1954-1978), à la réislamisation (1970-1990) et aux réponses qui lui ont été apportées, particulièrement par deux muftis de la République, Gâdd al-Haqq 'Alî Gâdd al-Haqq (en charge de 1978 à 1982) et Muhammad Sayyid 'Atiyya Tantâwî (en charge de 1986 à 1996). Le livre s'arrête à Tantâwî, avant que celui-ci n'accède à la fonction de cheikh d'al-Azhar, suite au décès de Gâdd al-Haqq, et cède la place de mufti de la République à Nasr Farîd Wâsil.

- 3 L'auteur insiste à très juste titre sur le changement fondamental que l'institutionnalisation du mufti a engendré dans les modalités, l'utilisation et les répercussions de la *fatwâ*. « Elles sont investies d'une nouvelle autorité et sont dirigées à l'intention d'un public musulman qui simplement n'existait pas avant la fin du XIX^e siècle » (p. 1). On peut à cet égard aller plus loin et montrer un certain scepticisme sur l'utilité qu'il y a à situer l'émergence du Dâr al-Iftâ dans une quelconque continuité historique de la *fatwâ*. On assiste probablement davantage à l'émergence d'un genre nouveau étroitement lié aux transformations de l'espace public égyptien depuis le milieu du XIX^e siècle (cf. A. Salvatore, « La *sharî'a* moderne en quête de droit », *Droit et Société*, 1997/2). Ceci transparait clairement dans l'ensemble des développements consacrés par l'auteur à l'alignement politique des muftis d'Égypte (Hasanayn al-Makhlûf, 1954-1955 ; Hasan Ma'mûn, 1955-1960 ; Ahmad Harîdî, 1960-1970), que l'on peut situer dans le sillage de la loi de réforme d'al-Azhar (1961) et de la disparition des tribunaux de la *sharî'a* (1956), de même qu'au processus de réislamisation dans ses différentes manifestations (Constitution de 1971 et réforme de 1980, Tribunal des valeurs, décret-loi Jihân Sadate, débat sur l'application de la *sharî'a*, représentation parlementaire des Frères musulmans, formations radicales et activisme politique : Académie militaire, assassinat de Muhammad al-Dhahabî, assassinat de Sadate).
- 4 L'auteur entreprend d'étudier minutieusement, au chapitre 8, le tournant que constitue la nomination du mufti Gâdd al-Haqq. « Nombre de (ses) *fatâwa* représentent une nouvelle époque : les questions touchant au système bancaire islamique et à la soi-disant illégitimité du système en vigueur sont pléthore. Le mufti est interrogé sur les nombreuses questions relatives au fait que des Égyptiens travaillent en grand nombre à l'étranger [...]. De plus, la croissance du droit international et la volonté de l'Égypte d'être signataire des conventions internationales incitent parfois le ministère de la Justice à consulter le mufti sur ces matières, particulièrement dans le domaine du droit international privé. Toutefois, les *fatâwa* nouvelles les plus importantes sont d'ordre politique. Il semble que Gâdd al-Haqq ait été non seulement sollicité pour commenter certaines questions politiques (comprenant un élément islamique), mais qu'il ait aussi entrepris de le faire de sa propre initiative. » (p. 230-231) Parmi les *fatwâ* de première importance rendues par Gâdd al-Haqq, on citera celles qui entreprennent : de légitimer les Accords de Camp David (26^e novembre 1979) ; de défendre le décret-loi Jihân Sadate (22^e avril 1980) ; de condamner la présence armée étrangère dans l'enceinte de la mosquée de la Mecque (26^e novembre 1979) ; de condamner toute discrimination à l'égard des chrétiens suite aux incidents de Zâwiyyat al-Hamrâ (20^e juin 1981) ; de répondre au manifeste de 'Abd al-Salâm Farag, *L'Obligation absente (al-Farida al-ghâ'iba)* (3^e janvier 1982).
- 5 Le dernier chapitre est consacré à la première partie du mandat de Tantâwî à la tête du Dâr al-Iftâ. On sait que la figure de Tantâwî est à la fois controversée et louée. Il est manifeste que, « si, en Égypte, le mufti a toujours été une personne publique, il est devenu une personne éminemment publique avec ce dernier » (p. 256). Le mufti d'Égypte a ainsi acquis la stature de seconde autorité religieuse de référence du pays, après le cheikh d'al-Azhar. L'« ère Tantâwî » est marquée par plusieurs *fatwâ* majeures dans les domaines de l'économie et de l'éthique scientifique et médicale : bons d'épargne (*shahâdât al-istithmâr* ; sur le sujet, voir M. Galloux, *Finance islamique et pouvoir politique : le cas de l'Égypte moderne*, PUF, 1997), assurances, transsexualité, planning familial, etc. On lira avec un intérêt particulier les chapitres 10, 11 et 12 qui constituent

autant d'études de cas. Sur la tension ayant opposé le cheikh d'al-Azhar au mufti d'Égypte, à l'époque où Tantâwî occupe cette dernière fonction, l'auteur constate une radicalisation de Gâdd al-Haqq après sa nomination à la tête d'al-Azhar, de nombreuses *fatwâ* controversées rendues par Tantâwî ne faisant pourtant que reproduire celles de son prédécesseur. Ainsi en va-t-il de la question de l'application de la *sharî'a* : Gâdd al-Haqq est passé d'une position préconisant une approche prudente et graduelle, position aujourd'hui adoptée par Tantâwî, à l'affirmation de la nécessité d'une introduction totale et immédiate. Le genre de la *fatwâ* a donc connu une transformation radicale au long de ce dernier siècle. Jakob Skovgaard-Petersen en fait la démonstration détaillée. « Les Muftis des années quatre-vingt n'ont pas seulement affirmé leur place, ils ont aussi entrepris d'engager Dâr al-Iftâ dans un rôle que Muhammad 'Abduh avait déjà envisagé : celui d'un service public général, rendant des *fatâwa* sur toutes les formes d'innovations étranges et d'événements que nous observons à notre époque. » (p. 294) On fera simplement le reproche à l'auteur de ne pas avoir davantage accroché son analyse à une réflexion socio-historique plus large sur les transformations du religieux et de l'espace public dans le monde moderne égyptien.

AUTEUR

BAUDOUIN DUPRET

CNRS/Cedej